

F. 22.32Vertraulich.aaNr. 3.

BUNDESRAETLICHE DELEGATION FUER AUSWAERTIGES

## P R O T O K O L L

der

Sitzung vom 12. April 1945, 15.30 Uhr,

im

Zimmer des Nationalratspräsidenten, Parlament.

Anwesend: Hr. Bundespräsident von Steiger  
HH. Bundesräte Etter und Petitpierre

Dazu: Hr. Minister Stucki, Chef der Abteilung  
für Auswärtiges

die Experten:  
Hr. Professor William Rappard  
Hr. Professor Dietrich Schindler  
Hr. Professor Leopold Boissier

Vorsitz: Hr. Bundespräsident von Steiger

T R A K T A N D U M .Haltung der Schweiz gegenüber dem Plane einer neuen  
Friedensorganisation.

(Projekt von Dumbarton Oaks und Konferenz von San Franzisko)



Bundespräsident von Steiger eröffnet die Sitzung unter Begrüssung der Anwesenden.

Conseiller fédéral Petitpierre: Ma lettre de convocation ne contient aucun détail sur l'objet de cette conférence. J'indique donc brièvement les principales questions que je désirerais voir traiter.

1) Il s'agit premièrement de discuter l'attitude que doit adopter la Suisse à l'égard des projets de la nouvelle organisation mondiale. La conférence de San Francisco s'ouvre encore avant la fin de ce mois. Comment doit se comporter la Suisse ? Doit-elle rester passive, doit-elle se montrer active, et, le cas échéant, sous quelle forme ? Une participation à la conférence n'entre pas en ligne de compte: nous n'y sommes pas invités et suivant une déclaration récente de M. Stettinius, les pays neutres n'auront même pas la faculté d'y déléguer des observateurs.

Il y a quelques jours, je me suis entretenu de ces questions, en présence de M. Stucki, avec notre Ministre à Londres, M. Ruegger, très versé en la matière. Nous avons examiné différentes possibilités. Il a notamment été suggéré d'envoyer à un certain nombre de pays amis une note exprimant le point de vue suisse. Nous nous sommes aussi demandé s'il fallait charger une personnalité de suivre les travaux de la conférence de San Francisco, personnalité qui se rendrait aux Etats-Unis à titre privé. Le Conseil fédéral a jusqu'à présent adopté une attitude plutôt négative.

2) Il importe deuxièmement de voir quelle attitude s'imposera à la Suisse après la conférence. Il faut envisager trois éventualités :

- San Francisco serait un échec.-

Si tel était le cas, l'actuelle Société des Nations et ses principaux services techniques subsisteraient peut-être.

- San Francisco serait un demi-échec.-

Ce n'est guère probable. Aux dires de M. Ruegger, les dirigeants alliés ont en effet la ferme intention de faire aboutir la conférence en y faisant adopter le projet de Dumbarton Oaks quasi tel quel et dans le délai le plus bref.

- San Francisco serait un succès.-

En ce cas, diverses éventualités se présentent: Les neutres, ou bien ne seront pas invités à participer à la nouvelle organisation mondiale, ou bien le seront, mais à la condition d'abandonner leur neutralité totalement ou partiellement.

Les dispositions du projet de Dumbarton Oaks concernant la participation de tous les Etats neutres aux sanctions économiques et militaires, ainsi que les amendements

présentés par la France, ne laissent guère de doute à ce sujet: la Suisse, dans la nouvelle organisation de sécurité mondiale, aura grand'peine à bénéficier d'une situation privilégiée, semblable à celle qui lui fut reconnue au sein de la Société des Nations.

Si nous sommes résolus à maintenir la neutralité, il serait bon d'établir, dès à présent, une "doctrine suisse". Celle-ci devrait affirmer que notre pays, même s'il se tenait à l'écart de l'organisation politique comme telle, ne s'en désintéresse pas. Elle devrait tendre à dissocier l'organisation purement politique des différents organismes techniques qui en dépendront, ainsi que la Cour Internationale de La Haye, les services sociaux, économiques et humanitaires etc.

3) Nous examinerons troisièmement la manière dont nous entendons défendre notre neutralité sur le plan intérieur. Chez nous se dessine une campagne contraire à la neutralité. Je cite, à titre d'exemple, l'article du Professeur André Bonnard "Neutralité ou Fraternité" paru dans le dernier numéro de la revue "Trait". Il se pose là une question de liberté de presse. Indubitablement, les prescriptions relatives au contrôle de la presse de l'année 1939 interdisaient de telles discussions, susceptibles de compromettre la neutralité. Je crois cependant qu'il faut laisser à notre presse la possibilité de s'occuper librement de ces problèmes. La plupart des Suisses sont fermement attachés à la neutralité. Des articles du genre de celui que je viens de mentionner provoqueront une saine réaction. Mais ne serait-il pas opportun, en présence de telles discussions, que le Conseil fédéral fit connaître publiquement son point de vue ?

4) Enfin, quatrièmement, nous devrions fixer notre attitude à l'égard de projets éventuels envisageant notamment l'installation du Conseil de Sécurité dans le Pays de Gex et le maintien de certains organismes techniques à Genève (questions d'une certaine exterritorialité des bâtiments actuels de la S.d.N. et d'un corridor les reliant avec le Pays de Gex).

Le Conseil d'Etat du Canton de Genève a fait auprès de moi une démarche visant à souligner l'importance vitale de ces questions pour Genève. Il insiste vivement pour que la Suisse délègue un observateur à San Francisco.

Bundespräsident von Steiger: Ich schlage vor, die vier Hauptfragen aus dem Votum von Bundesrat Petitpierre einzeln zu diskutieren.

Frage 1.Einstellung der Schweiz zur Konferenz von San Franzisko.

Bundesrat Etter: Der Bundesrat hatte seine guten Gründe, wenn er sich auf den Standpunkt stellte, er wolle nicht um eine Einladung der Schweiz zur Teilnahme in San Franzisko einkommen und auch nicht den Wunsch vorbringen, die Konferenz wenigstens durch einen Beobachter beschicken zu dürfen.

Die Zurückhaltung erschien geboten, weil über die Absichten, die Hintergründe, die Erfolgs- oder Misserfolgsaussichten der Konferenz bis dahin noch grosse Ungewissheit besteht. Der Bundesrat hielt dafür, dass sich die Schweiz bei dieser Lage nicht vordrängen dürfe. Später würden sich voraussichtlich Situationen ergeben, die für eine Mitsprache unseres Landes ungleich verheissungsvoller wären als der gegenwärtige Moment.

Die eine der drei einladenden Grossmächte unterhält mit uns keine diplomatischen Beziehungen. Es war zu befürchten, dass deshalb die Zulassung der Schweiz in dieser oder jener Form auf Schwierigkeiten gestossen wäre. Ein allfälliger, von der Sowjetunion provoziertes "refus" hätte auf unsere Bestrebungen, mit diesem Lande in ein normales Verhältnis zu kommen, katastrophale Folgen gehabt.

Bundespräsident von Steiger: Es sei hier eine Mitteilung eingeschaltet: Ich hatte gestern den Besuch des amerikanischen Gesandten in Bern, Minister Harrison. Er kam, um mich über die Unterredung zu orientieren, die Herr Currie nach seiner Rückkehr aus der Schweiz mit Präsident Roosevelt hatte. Mit Herrn Currie war bekanntlich abgemacht worden, dass der Entscheid über die Frage, ob der kürzliche Briefwechsel zwischen Roosevelt und dem Schweizerischen Bundespräsidenten der Oeffentlichkeit zu übergeben sei, Präsident Roosevelt anheimgestellt werden solle.

Roosevelt hatte beim Empfang Currie's verbindliche Worte für die Schweiz. Doch erklärte er, dass die Publikation des Briefwechsels im gegenwärtigen Moment inopportun wäre. Der Inhalt würde unter den Alliierten einer Diskussion über die schweizerische Neutralität rufen, namentlich seitens der Sowjetunion und Frankreich. Es sei Roosevelt nicht erwünscht, dass als Ausgangspunkt hierzu dieser Briefwechsel genommen werde. Dagegen sei er bereit, bei einem spätern Anlass einige Worte zur Frage der schweizerischen Neutralität zu sagen.

Dem amerikanischen Gesandten gab ich zur Antwort, dass der Bundesrat für diese Auffassung volles Verständnis besitze. In keinem Falle erblicke er darin etwas Verletzendes.

Uns aber sind diese Eröffnungen doch ein Fingerzeig, dass die Auffassung der alliierten Grossmächte vorläufig dahin geht, Neutralität und Mitgliedschaft in der neuen Sicherheitsorganisation seien unvereinbare Dinge. Dies ist ein Grund mehr, uns heute nicht vorzudrängen.

Professeur Rappard: Si nous ne sommes pas invités à participer à la conférence de San Francisco, nous ne devons pas nous en plaindre. Nous serions aussi bien mal venus en sollicitant la possibilité d'y déléguer un observateur.

Ceci dit, notre attitude à l'égard de la conférence devra-t-elle être celle d'un mutisme total, ou devons-nous plutôt manifester un certain intérêt ?

Il est hors de doute que le peuple suisse reste fermement attaché à la neutralité. En ce moment, nul de ceux qui connaissent les responsabilités du pouvoir ne saurait envisager l'abandon de notre neutralité. Mais il sera très difficile de faire admettre celle-ci par les autres Etats. Il ne sera jamais agréable de parler de neutralité devant une organisation de sécurité mondiale. C'était déjà fort délicat, il y a 25 ans.

En 1919, la Suisse a réussi à accéder à la Société des Nations sans perdre le respect de sa position particulière. Aujourd'hui de même notre pays ne saurait se désintéresser de la nouvelle organisation internationale. Le peuple suisse ne doit pas pouvoir reprocher à son Gouvernement d'avoir eu, à un moment donné, une attitude trop passive. Laisser faire les autres sans rien dire n'est certainement pas le meilleur moyen d'obtenir leur compréhension pour notre point de vue. Le Conseil fédéral devrait donc marquer le point d'une façon ou d'une autre. Il pourrait le faire en adressant au Président de la conférence de San Francisco un papier dans lequel la Suisse se déclarerait prête à collaborer au sein de l'organisation projetée dans la mesure où sa neutralité le lui permet.

L'attitude hostile de l'URSS à l'égard de la Suisse, il va sans dire, alourdit considérablement nos rapports avec la conférence de San Francisco.

Professor Schindler: Die Anregung von Professor Rappard, die Schweiz möchte der Konferenz von San Franzisko ihren Standpunkt irgendwie zur Kenntnis bringen, mag geprüft werden. Es könnte aber, um die "doctrin suisse" zu diesen Problemen zu bekunden, auch der Weg einer spontanen öffentlichen Erklärung des Bundesrates gewählt werden, beispielsweise im Zusammenhang mit einer Parlamentssession. Ferner wäre denkbar, dass die Schweiz einzelnen Mächten ihre Auffassung auf diplomatischem Wege mitteilte; dies hätte allerdings den Nachteil, dass Russland unberücksichtigt bliebe.

Es darf heute nicht als völlig ausgeschlossen gelten, dass im Plane von Dumbarton Oaks die Neutralität zu einem <sup>späteren</sup> Zeitpunkt noch irgendwie verankert werden kann. Für San Franzisko fällt vorläufig jede offizielle Teilnahme der Schweiz dahin. Doch werden namhafte schweizerische Journalisten, wie der in den USA sehr angesehene Walter Bosshardt, dort zugegen sein. Als inoffizielle Beobachter könnten sie wertvolle Dienste leisten.

Professeur Boissier: Il est clair que nous ne pouvons forcer les portes; mais il nous serait aussi difficile de garder le silence. Nous ne devons pas être trop modestes. A l'étranger, on est curieux de connaître le point de vue de la Suisse à l'égard de l'organisation future.

Quelque chose est à faire en ce qui concerne nos représentations diplomatiques à l'étranger: celles-ci doivent être renseignées exactement sur l'attitude que la Suisse entend observer dans ces questions, afin de pouvoir, à leur tour, en entretenir les représentants d'autres pays. De même, il faudra s'adresser à notre peuple. Une déclaration du Président de la Confédération ou du Chef du Département Politique devant les Chambres aurait un effet des plus heureux. A cette occasion, une mise au point semblerait indiquée: Comme on le sait, peu avant cette guerre, M. Motta avait demandé à la Société des Nations le retour de la Suisse à la neutralité intégrale. Cette notion d'"intégrale" n'a-t-elle pas quelque chose de trop absolu, de trop hermétique? C'est d'une neutralité militaire qu'on devrait plutôt parler.

Conseiller fédéral Petitpierre: A mon sens aussi, l'envoi d'une communication officielle au Président de la conférence de San Francisco risquerait de provoquer des réactions plutôt fâcheuses. Je me représente l'attitude hostile que pourrait adopter la Russie à la suite d'une démarche suisse de ce genre.

La proposition d'adresser à un certain nombre de pays amis une note résumant notre point de vue a certes quelque chose de séduisant. Une telle adresse impliquerait toutefois un choix et pareille discrimination entraînerait probablement des réactions défavorables chez ceux que nous aurions ignorés.

C'est pourquoi je me rallierais à l'idée de conversations verbales de certains de nos représentants diplomatiques avec les Ministres des Affaires Etrangères des pays dans lesquels ils sont accrédités.

Quant à l'envoi d'un observateur officieux, nous devons, là aussi, nous montrer réservés. Il est vrai que M. Pilet-Golaz déjà avait pensé à M. Rappard. Cette idée me sourirait également; mais il faudrait que son voyage pût être considéré comme une initiative absolument privée.

En renonçant à cette possibilité, nous n'en devrions pas pour autant nous désintéresser des travaux de San Francisco. J'approuve l'opinion selon laquelle il y a lieu de mettre nos agents diplomatiques à l'étranger, pour toute éventualité, au courant de ce que nous venons de nommer "la doctrine suisse".

Bundesrat Etter: Der Gedanke, in San Franzisko den schweizerischen Standpunkt vermittelt einer Eingabe an den Präsidenten der Konferenz vorzutragen, schaltet aus. Die Schweiz hat weder Anlass noch Interesse, die Frage ihrer Neutralität an einer Konferenz zur Diskussion zu stellen, an der sie selbst nicht vertreten ist.

Am meisten für sich hat die Lösung, dass wir unsere diplomatischen Vertreter bei den wichtigsten Regierungen über unsere Doktrin einlässlich orientieren, um sie in die Lage zu versetzen, die Aussenminister der betreffenden Staaten vor der Abreise nach San Franzisko mündlich über den schweizerischen Standpunkt aufzuklären.

Auch die Entsendung einer Verbalnote an alle Regierungen, mit denen wir diplomatische Beziehungen unterhalten, wäre ein denkbarer Weg. Gegenüber diesem schriftlichen Vorgehen bestehen aber grössere Bedenken, zumal Russland übergangen werden müsste.

Minister Stucki: Es ist klar, dass die Schweiz als Gründungsmitglied der neuen Sicherheitsorganisation nicht in Frage kommt. Fürs erste ist sie nicht eingeladen; sodann sehen die Vorschläge von Dumbarton Oaks in Kapitel VI, lit.B, Ziff.5, die Schaffung einer militärischen Organisation vor. Dies ist für die Schweiz unannehmbar, sofern sie der Neutralität treu bleiben will. Solange diese militärische Hypothek im Pakt verankert ist, hätten wir nicht die geringste Aussicht, das Schweizervolk zu einem Beitritt zur neuen Weltorganisation bewegen zu können.

Die einladenden Mächte sind sich einig, dass die geplante Organisation militärische Exekutivgewalt haben müsse. Durch die französischen Zusatzanträge wurde die Situation für unser Land noch erschwert. Diese sehen nicht nur die Unvereinbarkeit der Mitgliedschaft mit dem Statut der Neutralität vor, sondern postulieren für die Streitmächte des Sicherheitsrates das Durchmarschrecht. Die Tatsache, dass man dabei hauptsächlich Belgien im Auge gehabt haben dürfte, ändert an den vermehrten Schwierigkeiten nichts, die sich auch für die Schweiz ergeben.

Haben wir unter diesen Umständen ein Interesse, uns zur Konferenz in San Franzisko so einzustellen, dass wir uns die Türen offenhalten? Selbst wenn die französischen Zusatzanträge abgelehnt würden, vermöchte dies den militärischen Charakter der neuen Organisation, so wie er in Dumbarton Oaks vorgesehen wurde, nicht zu ändern. Wir könnten also die "offene Tür" auch später nicht benutzen.

Eine offizielle Manifestation an der Konferenz brächte uns heute in Konflikt mit Frankreich. Dabei hätte dieses die Möglichkeit, seinen Standpunkt zu vertreten, wir aber nicht. Ferner haben wir unter den zur Konferenz einladenden Grossmächten in Sowjetrussland einen ausgesprochenen Gegner. Von einer Note oder einem Schreiben an den Präsidenten der Konferenz muss daher abgesehen werden.

Dies schliesst nicht aus, dass wir jetzt schon daran gehen, die "doctrine suisse" zu den neuen Weltorganisationsplänen aufzustellen. Es ist sogar unerlässlich, dass dies geschehe. Wie aber sollen wir diese Doktrin den andern Staaten zur Kenntnis bringen?

Die Anregung, an alle mit uns in normalen Beziehungen stehenden Regierungen eine Note zu richten, ist nicht unbedenklich. Wir haben Beziehungen mit der Tschechoslowakei.

Was die Tschechoslowakei erfährt, erfährt auch die Sowjetunion. Und hier wäre wieder eine Reaktion zu befürchten, die uns schaden könnte. Die beste Lösung bestünde darin, dass ein Papier, das unsere Auffassung zu allen wesentlichen Punkten enthält, an alle schweizerischen diplomatischen Vertretungen gerichtet würde. In einer Instruktion wäre den Gesandten nahezu legen, im Sinne dieses Papiers zu antworten, falls das Gespräch ausländischer Regierungsvertreter auf diese Fragen kommen sollte. Ein engerer Kreis wäre sodann anzuweisen, die Aussenminister ihrer Aufnahme staaten vor deren Abreise nach San Franzisko aufzusuchen und sie über den schweizerischen Standpunkt zu unterrichten. Falls dann einer dieser Aussenminister zur persönlichen Gedächtnisstärkung die Aushändigung eines aide-mémoire wünschen sollte, könnte kaum jemand Anstoss an der Ueberlassung nehmen.

Zwei Dinge dürften nicht vergessen werden: In der "doctrine suisse" wäre deutlich zu betonen, dass wir - unbeschadet der Frage, ob uns die Mitgliedschaft später möglich sein wird oder nicht - zu einer Zusammenarbeit mit der neuen Weltsicherheitsorganisation bereit sind und deshalb auch Wert darauf legen würden, internationale technische Institutionen in der Schweiz zu beherbergen. Zugleich wäre darauf hinzuweisen, dass unser Land auf dem Gebiete der Erziehungsfragen nützliche Dienste leisten kann, z.B. im Zusammenhang mit dem Problem der Um-Erziehung der deutschen Jugend.

Bundespräsident von Steiger: Trifft es zu, dass Professor Rappard, wie einmal in einer Bundesratssitzung erklärt wurde, zu einer Vortragsreise nach den USA eingeladen ist? Dies würde erlauben, dass er sich während der bevorstehenden Konferenz "ganz zufällig" in den Staaten aufhielte, wenn nicht in San Franzisko selber, so doch anderswo. Es ist nicht ausgeschlossen, dass das Thema "Schweiz" im Zusammenhang mit den französischen Zusatzanträgen aufgeworfen wird. Dann wäre es gut, einen kompetenten Beobachter in den USA zu haben.

Professeur Rappard: Que serait devenue la participation de la Suisse à la Société des Nations si nous avions adopté, en 1919, l'attitude que vient de recommander M. le Ministre Stucki? Il ne faut pas oublier que si la conférence de San Francisco aboutit à un résultat, les Nations alliées disposeront de moyens de pression sur les autres Etats. Tout le monde cherchera à faire part de la nouvelle organisation. On s'y précipitera. Ne resteraient à l'écart que l'Allemagne, qui n'y sera pas admise pour le moment, et la Suisse. Une telle situation ne serait guère agréable. Une attitude trop timide, trop négative ne se justifie pas. Si nous ne nous rendions pas à Paris en 1919, le Pacte de la S.d.N. était accepté tel qu'il avait d'abord été prévu, c'est-à-dire avec l'exclusion de notre neutralité. Nous avons tout de même fini par triompher.

M. Rappard en vient à la suggestion de l'envoyer aux Etats-Unis. Il remarque que le moment actuel ne lui conviendrait pas très bien pour se charger d'une telle mission.

Bundespräsident von Steiger: Herr Rappard wird sich dem Bundesrat gewiss erneut zur Verfügung stellen, wie er dies schon bei den letzten Wirtschaftsverhandlungen getan hat. Auch wenn wir mit keiner Erklärung an die Konferenz von San Franzisko herantreten, könnte eben doch der Moment kommen, wo man sich fragt, welches eigentlich die Einstellung der Schweiz sei. Befände sich dann, neben unserem Gesandten in Washington, noch eine weitere geeignete und kompetente Persönlichkeit auf dem Platze, so hätten wir doch für alle Eventualitäten etwas vorgekehrt.

Professeur Boissier insiste sur les motifs, entre autres psychologiques, pour lesquels nous ne devrions pas trop tarder à faire connaître à l'étranger le point de vue suisse. Cela est d'une importance capitale si nous voulons que la Suisse reste le siège de certaines des institutions techniques de la nouvelle organisation internationale.

Professor Schindler: Nach dem Entwurfe von Dumbarton Oaks lässt sich nicht sagen, ob nicht später weitere Staaten zum Beitritt in die neue Organisation gezwungen werden. Damit würden sie zur Uebernahme sehr schwerer Verpflichtungen genötigt. Dies wäre ein Argument dafür, dass die Schweiz ihren Standpunkt zum Projekte möglichst bald bekanntgibt. Es kann sich nicht darum handeln, jeden Artikel des Entwurfes zu diskutieren. Doch sollte man die Punkte herausgreifen, wo sich nach unserer Auffassung die Neutralität verankern liesse. Solche Stellen sind:

a) Das Vetorecht der Grossmächte, wie es in den Vorschlägen von Jalta vorgesehen ist; die Tatsache, dass die Friedensorganisation in den Fällen nicht mehr spielen wird, wo eine Grossmacht ihr Vetorecht gegen die Ergreifung von Zwangsmassnahmen einlegt, ist ein Argument zur Beibehaltung unserer Neutralität.

b) Die Bestimmungen über die regionalen Abkommen; auch hier kann ein Anhaltspunkt zur Rechtfertigung unserer Neutralität erblickt werden.

c) Das gleiche gilt von der Bestimmung, wonach vor Beteiligung am Ergreifen wirtschaftlicher Sanktionen eine Konsultation des Sicherheitsrates möglich ist, mit andern Worten die Berücksichtigung besonderer Verhältnisse nicht unbedingt ausgeschlossen erscheint.

Minister Stucki: Hätten wir die geringste Aussicht, entsprechend den Ausführungen von Professor Schindler unsere Neutralität im neuen Pakte zu verankern, so müsste man der Auffassung beipflichten, dass wir uns "die Türen offen zu halten" haben. Doch sagt sogar Herr Rappard, dass in San Franzisko für so etwas nicht die geringste Chance bestehe. Die Verbesserung unserer Situation durch ein Hervortreten an die Weltöffentlichkeit ist daher, im gegenwärtigen Moment jedenfalls, ausgeschlossen.

Wohl ist es möglich, dass sich für die Schweiz später eine Schicksalsfrage stellen wird, weil alle andern Staaten "in dem Ding" sein wollen. Hiegegen können wir uns zurzeit aber nicht wehren. Wollten wir heute auf indirektem Wege Anträge einbringen und würden sie abgelehnt, so hätte dies nur eine Verschlimmerung unserer Position zur Folge. Deshalb sollte man sich darauf beschränken, vorläufig die schweizerische Doktrin zuhanden unserer diplomatischen Vertretungen im Ausland sowie der ausländischen Gesandten in der Schweiz festzulegen.

Bundespräsident von Steiger: Ich stelle fest, dass Einigkeit darüber besteht, es müsse so rasch als möglich eine "Doktrin" über den schweizerischen Standpunkt ausgearbeitet werden, damit sie unseren diplomatischen Vertretungen zugestellt werden kann. Der Bundesrat wird diese Frage morgen besprechen.

Sodann ist die Mehrheit der Meinung, dass es nicht zweckmässig wäre, wenn die Schweiz an den Präsidenten der Konferenz von San Franzisko eine Eingabe richtete, die dort in unserer Abwesenheit diskutiert würde.

Offen bleibt noch die Frage, ob während der Konferenz nicht Professor Rappard oder sonst eine geeignete Persönlichkeit in den USA - nicht in San Franzisko - anwesend sein sollte, um abzuhorchen, wie sich die Dinge entwickeln.

Conseiller fédéral Petitpierre: Le Département politique attache une certaine importance à ce que les personnalités envoyées à l'étranger connaissent bien le pays et les milieux dans lesquels les appelle leur mission. M. le Professeur Rappard pourrait donc se rendre aux Etats-Unis, comme d'autres personnalités se rendront sous peu à Londres et à Paris. Cela ne nuirait guère. Le rapprochement qui ne manquerait pas de s'opérer dans certains esprits entre la personnalité de M. Rappard et la conférence de San Francisco ne serait peut-être pas inutile.

Bundespräsident von Steiger: Voraussetzung wäre natürlich, dass Professor Rappard gewisse Vorträge hielte, um seine Anwesenheit etwas zu camouflieren.

Bundesrat Etter: Ich würde es sehr begrüssen, wenn sich Professor Rappard nach den USA begäbe.

Bundespräsident von Steiger: Er könnte bei Herrn Currie vernehmen, wie Präsident Roosevelt über gewisse Dinge denkt, während Roosevelt die Möglichkeit hätte, sich bei Currie über die Auffassung von Professor Rappard zu orientieren.

Minister Stucki schliesst sich der Auffassung seiner Vorredner vorbehaltlos an. Was Herrn Currie anbelangt, verlautet allerdings, dass er für eine neue Mission in Europa, nämlich die Leitung der Wirtschaftsfragen im befreiten Italien, vorgesehen sei. Aber auch so könnte die Entsendung von Professor Rappard nur Vorteile haben.

Frage 2.Haltung der Schweiz nach der Konferenz.

Conseiller fédéral Petitpierre: Voulons-nous déjà aborder cette question ? En la soulevant, je pensais déjà - la discussion devait le démontrer - qu'elle faisait corps avec les autres. Pour le moment, nous ne nous départissons pas de notre neutralité. Ce point de vue a été affirmé de façon magistrale dans plusieurs articles publiés par M. Rappard dans l'hebdomadaire "Servir". On n'aurait pu mieux l'exprimer.

Il serait bon d'arrêter dès aujourd'hui notre doctrine. Celle-ci se résumerait ainsi: La politique de neutralité reste notre ligne de conduite; c'est la raison pour laquelle nous ne pouvons, pour le moment du moins, envisager notre accession à l'organisation de sécurité mondiale projetée. Une discussion sur les nombreuses dispositions du projet apparaît superflue. En revanche, nous devrions manifester, dès à présent, notre intérêt à collaborer dans les organisations techniques (économiques, sociales et humanitaires) existant déjà et pouvant encore être créées. Une prudence extrême s'impose dans la question du siège futur des institutions installées en Suisse. Sans doute, le plus sage est de ne pas insister sur ce point, si nous ne voulons pas voir la Russie prendre immédiatement parti contre nous.

Notre attitude doit être tout à fait générale.

Bundesrat Etter: Ueber unsere Haltung nach der Konferenz von San Franzisko können wir uns heute kaum äussern. Es bestehen verschiedene Möglichkeiten. Entweder erhalten wir eine Einladung zum Beitritt. Dann beginnt die Diskussion über die Vereinbarungsmöglichkeit von Mitgliedschaft und Neutralität. Werden wir nicht eingeladen, so stellt sich die Frage, ob wir von uns aus eine Initiative ergreifen sollen. Irgendetwas werden wir tun müssen. Doch wäre eine solche Initiative durch unsere Gesandtschaften aufs beste vorzubereiten.

Ob nach diesem Krieg der Grundsatz der Neutralität beim Schweizervolk noch die gleiche Unterstützung finden wird, wie nach dem letzten Kriege, ist eine Frage für sich. Die Situation war anders nach 1918. Das Schweizervolk war in seinen Sympathien für die kriegführenden Mächtegruppen eher geteilt. Diesmal gehen diese Sympathien in erdrückender Weise nach der gleichen Seite. Trotzdem glaube ich, dass die Mehrheit der Schweizer so sehr auf die Neutralität

eingeschworen sind, dass sie dieses Grundprinzip unserer Aussenpolitik nicht aufgeben möchten. Auf die Dauer wäre es auch katastrophal für das Land.

Zusammengefasst: Wenn nach der Konferenz eine Einladung an uns ergeht, wollen wir uns mit ihr auseinandersetzen, indem wir vom Grundsatz ausgehen, die Neutralität möglichst zu wahren. Erfolgt keine solche, so werden wir nicht darum herumkommen, von uns aus zu versuchen, in ein erspriessliches Verhältnis der Zusammenarbeit mit dem neuen Weltsicherheitsbund zu kommen.

Minister Stucki: In diesem Zusammenhang stellt sich die Frage, ob die Schweiz gewisse Staaten nicht in mündlicher und offiziöser Form davon verständigen sollte, dass sie Wert darauf legen würde, einen Teil der technischen Dienstzweige der neuen Organisation zu behalten.

Professeur Rappard: Possède-t-on des informations plus précises sur la durée probable de la conférence de San Francisco?

Conseiller fédéral Petitpierre: Selon les derniers renseignements de M. le Ministre Ruedger, les Anglo-Américains sont fermement décidés à tenir une conférence aussi brève que possible. Ils s'efforceront d'obtenir l'adoption de la totalité du projet dans le délai le plus bref.

Minister Stucki: Es ist der Ausdruck gebraucht worden, die Sache müsse in 14 Tagen "durchgepeitscht" werden. Dies deshalb, weil Roosevelt, Churchill und Eden auf dem Standpunkt stünden, wenn man nicht auf diese aussergewöhnliche Weise etwas zustande bringe, würde man später überhaupt nichts mehr erreichen. Im Anschluss an die Konferenz in Jalta hätten es die USA übernommen, die mittel- und südamerikanischen Staaten zu "präparieren", während England dasselbe mit den Dominions versuche. Einzig Frankreich bilde gegenwärtig eine Gefahr für die rasche Einigung; doch glaube man, es werde isoliert dastehen.

Professeur Rappard: A mon avis, il s'agit là d'une gageure. Il est impossible de réaliser l'unanimité sur un projet de véritable constitution mondiale dans les deux semaines. Pour la Suisse, l'ajournement de la conférence serait la meilleure solution. Nous disposerions ainsi du temps nécessaire pour discuter avec les autres.

Professeur Boissier: En ce qui concerne le siège de la nouvelle organisation, j'ai pu constater lors de mon récent voyage à Paris et à Londres que de très nombreuses personnalités anglaises et françaises restent très favorables à Genève. Elles n'en parlent pas ouvertement pour éviter des réactions russes. Sans doute, leur appui nous sera-t-il assuré lorsqu'il s'agira de conserver chez nous la plupart des organismes techniques.

Professeur Rappard: Il ne faut toutefois pas nous leurrer. Nous ne pouvons guère déclarer d'une part qu'il ne nous est pas possible de participer à l'organisation future et compter, d'autre part, abriter chez nous les principaux bureaux techniques, comme le Bureau International du Travail, etc.

Minister Stucki: Unser Standpunkt geht nicht dahin, dass wir von der neuen Organisation nichts wissen wollen. Dagegen sind wir nicht eingeladen. Wir können ruhig sagen, dass wir - möge unser Beitritt später möglich sein oder nicht - zusammenarbeiten wollen und bereit sind, technische Dienstzweige zu behalten oder aufzunehmen. Das eine schliesst das andere nicht aus.

Professeur Rappard: J'ai de la peine à abandonner l'idée que nous devrions, d'une manière ou d'une autre, marquer le point à l'égard de la conférence de San Francisco.

### Frage 3.

#### Presse und Neutralitätspolitik.

Conseiller fédéral Petitpierre: J'ai relevé tout à l'heure que certains articles dirigés contre la neutralité venaient de paraître dans notre presse. Cette affaire sera examinée par les services chargés du contrôle de la presse. Il se pose dès à présent la question de savoir s'il faut permettre à de telles opinions de se prononcer ouvertement ou recourir à des mesures d'interdiction. Personnellement, je suis d'avis qu'il ne faut pas sévir contre ces articles, mais permettre à tous les journaux d'entrer en discussion, le grand nombre défendra la neutralité suisse.

Bundespräsident von Steiger: Es wäre kaum angezeigt, gegen solche Artikel besondere Massnahmen zu ergreifen. Auch mag es sich erübrigen. Im Ausland ist man davon überzeugt, dass die grosse Mehrheit des Schweizervolkes für die Neutralität einsteht. Reagierten wir zu heftig gegen inländische Kritik, so würden wir die Aufmerksamkeit auf uns lenken, was namentlich im gegenwärtigen Moment nicht opportun wäre.

Bundesrat Etter teilt diese Auffassung. Im allgemeinen war die Haltung der Schweizerpresse bisher vorbildlich in der Verteidigung unseres Neutralitätsstandpunktes.

Professor Schindler: Mit einer gewissen Absicht wurde bisher von unserer Presse mit der Diskussion über die Fragen, die sich im Zusammenhang mit der Konferenz von San Franzisko für unsere Neutralität ergeben, eher zurückgehalten. Man wollte die Stellungnahme des Bundesrates nicht präjudizieren. Wäre es nicht angezeigt, für die Verteidigung des schweizerischen Standpunktes nunmehr in vermehrtem Masse das Mittel der Presse zu wählen ?

Bundespräsident von Steiger: Dies wird man tun müssen. Es handelt sich aber darum, den psychologischen Zeitpunkt auszuwählen. Heute sind wir noch nicht so weit.

Professeur Rappard: Ce qu'ont de nuisible des articles du genre de celui de M. Bonnard dans "Trait", c'est qu'ils risquent d'éveiller à l'étranger, peut-être même auprès des représentants diplomatiques en Suisse, l'impression que l'opinion suisse est divisée sur la question de la neutralité. Or, elle ne l'est pas du tout. C'est en donnant une fausse image de la réalité que de telles publications nous causent préjudice.

Bundespräsident von Steiger: Wenn das Schweizervolk ruhig überlegt, hat es nach diesem Kriege noch viel mehr Veranlassung als nach 1918, an der Neutralität festzuhalten.

#### Frage 4.

#### Sitz der neuen Weltsicherheitsorganisation.

Conseiller fédéral Petitpierre: Reste encore la question du siège éventuel de la nouvelle organisation au Pays de Gex, les principaux bureaux techniques restant installés dans les bâtiments de la S.d.N. à Genève. Il s'agit là surtout du problème de l'établissement d'un corridor extraterritorial soulevé, comme on le sait, dans un article de Pertinax. La Suisse ferait-elle une opposition de principe à un tel projet, ou à un autre plan semblable? Autrement dit, le Conseil fédéral devrait-il le repousser d'emblée? La question me semble plutôt théorique, pareille solution paraissant très peu probable.

Bundesrat Etter: Es ginge kaum an, dass wir unseren Anspruch auf den Sitz der neuen Weltorganisation anmeldeten, nachdem wir nicht zur Gründungsversammlung eingeladen sind. Das Projekt Gex-Genf mit dem internationalen Korridor ist übrigens so unwahrscheinlich, dass es keine lange Diskussionen erfordern dürfte.

Minister Stucki: Auch in der internationalen Presse hat dieses Projekt sehr geringen Widerhall gefunden. Es wird ernstlich kaum in Erwägung gezogen werden.

Professeur Rappard: L'idée semble en effet saugrenue. Elle émane cependant d'une personnalité des Etats-Unis qui compte parmi nos meilleurs amis. Pour osée qu'elle soit, il n'est pourtant pas dans notre rôle d'en faire fi.

Professeur Boissier: Je ne considère pas le projet si extraordinaire, si l'on pense qu'il existe déjà une sorte de précédent dans la Cité du Vatican, qui bénéficie d'une extraterritorialité complète en plein centre de Rome. Je conviens toutefois que le projet a peu de chance de réalisation.

Professor Schindler verweist ebenfalls auf den Präzedenzfall mit der Vatikanstadt.

Bundespräsident von Steiger: Wir wollen das Projekt als eine von vielen Möglichkeiten ansehen.

Damit sind die vier Fragen, die Herr Bundesrat Petitpierre aufgeworfen hat, durchberaten.

Minister Stucki: Es stellt sich noch die Frage der weitem Prozedur. An welcher Stelle ist es, den Entwurf eines Textes für die "doctrine suisse" auszuarbeiten? Die Zeit drängt.

Conseiller fédéral Petitpierre: J'évoquerai notre discussion à la séance du Conseil fédéral de demain et proposerai de charger M. le Professeur Rappard d'élaborer un texte reflétant ce que nous avons appelé la "doctrine suisse".

Professeur Rappard: N'appartiendrait-il pas plutôt au Département politique de préparer ce texte?

Bundespräsident von Steiger: Wir wollen die morgige Beschlussfassung des Bundesrates abwarten. Im Anschluss daran wird Herr Bundesrat Petitpierre das Nötige vorkehren.

\* \* \*

Herr Bundespräsident von Steiger macht noch einige Ausführungen über die Gründung einer Organisation "Demokratisches Deutschland" unter den Reichsdeutschen in der Schweiz, deren Patronat der deutsche Gesandte in Bern übernommen haben soll.

Herr Bundesrat Petitpierre gibt auf eine Anfrage von Professor Rappard eine kurze Orientierung über den gegenwärtigen Stand des Verhältnisses Schweiz-Sowjetunion.

Daran anschliessend äussert sich Minister Stucki zu den kürzlichen Vorfällen auf der Schweizerischen Gesandtschaft in Budapest (Verschwinden zweier Beamter, russische Gewalttätigkeiten).

Schluss der Sitzung 18.15 Uhr.

Der Protokollführer:

*L. Kroll*